

20200617 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/25425/france-de-plus-en-plus-de-voix-s-elevent-pour-reclamer-la-regularisation-des-sans-papiers>

[Grand angle](#)



On estime à 350 000 le nombre de sans-papiers en France. Crédit : InfoMigrants

France : de plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer la régularisation des sans-papiers

Par [Leslie Carretero](#) Publié le : 17/06/2020

La crise sanitaire a mis en lumière la précarité des sans-papiers, qui pour beaucoup travaillent dans des secteurs essentiels, comme les services de livraison, le tri des déchets ou encore l'agriculture. Plusieurs associations, syndicats et représentants politiques demandent à l'État de régulariser les sans-papiers vivant en France.

La société civile, des associations, des syndicats et même une centaine de parlementaires sont montés au créneau ces dernières semaines pour demander à l'État de régulariser les sans-papiers qui vivent en France, à l'instar des mesures prises au [Portugal](#) ou en [Italie](#). Plusieurs tribunes ont été publiées dans la presse et des lettres ont été envoyées au gouvernement. Sur internet, des appels à manifester samedi 20 juin aux côtés des sans-papiers ont été relayés sur tout le territoire.

Pourquoi un tel mouvement de solidarité aujourd'hui ? "La crise sanitaire a bousculé beaucoup de choses", croit Lise Faron, responsable des questions du droit au séjour à la Cimade. "Le coronavirus a été un élément déclencheur", abonde Marilyne Poulain, membre de la Commission exécutive de la CGT. La crise a en fait rendu visibles ceux qui étaient jusque-là invisibles.

Des sans-papiers en première ligne pendant la crise sanitaire

Alors que la majorité de la population française était confinée dès le 17 mars pour limiter la propagation de la pandémie de coronavirus, des milliers de travailleurs sans-papiers ont

continué le travail. "Beaucoup d'entre eux étaient en première ligne car la majorité travaillent dans des emplois dits d'utilité sociale essentielle comme le nettoyage des locaux, les services de livraison, le tri des déchets ou encore le domaine de l'agriculture", précise Marilyne Poulain.

[Les livreurs de la plateforme française Frichti](#) en sont un exemple criant. Des centaines de sans-papiers qui travaillaient pour cette société depuis plusieurs années se sont vus remerciés dès la sortie du confinement. Épaulés par des collectifs et la CGT, ils demandent désormais leur régularisation.

>> À (re)lire : [Coronavirus : "Vu notre situation, on doit prendre le risque", des migrants racontent leur maintien au travail](#)

D'un autre côté, des travailleurs sans-papiers employés dans l'hôtellerie ou la restauration ont perdu leur emploi et n'ont pas pu bénéficier des aides de l'État, comme le chômage partiel.

Or, l'ensemble de cette population, bien qu'en situation irrégulière dans l'Hexagone, "participe à produire de la richesse sur le sol français", signale la syndicaliste. On estime à environ 350 000 le nombre de sans-papiers qui vivent en France.

Enjeu de lutte contre les discriminations et les inégalités

"Ils sont utilisés comme variable d'ajustement avec des contrats précaires", assure Marilyne Poulain. "Ils sont exploités au mépris de leurs droits", renchérit Lise Faron de la Cimade. L'enjeu de la régularisation porte également sur l'égalité de traitement dans les entreprises. En effet, les sans-papiers sont souvent moins payés que des travailleurs "en règle" occupant le même emploi. Ils ne peuvent prétendre à aucune aide autre que l'Aide médicale d'État (AME) et payent pourtant des impôts en France. "La régularisation est un enjeu de lutte contre les discriminations et les inégalités au travail. Tout le monde doit avoir les mêmes droits", continue la représentante de la CGT.

"Il est urgent de changer de cap", martèle Lise Faron, qui souhaite une refonte complète du droit au séjour avec des procédures moins complexes. "Ces gens ont construit leur vie ici, se sont installé ici, certains ont eu des enfants en France mais ils n'arrivent pas à obtenir un titre de séjour ou alors au prix de longues années de procédure", poursuit la militante qui dénonce une "machine administrative bloquée".

>> À (re)lire : [Diom, Ivoirien, livreur pour les hôpitaux : "J'ai peur mais je le fais pour les soignants et les malades"](#)

Reste que pour mettre en place une campagne massive de régularisation des sans-papiers, il faut faire preuve de "courage politique" selon la CGT. "Tous les gouvernements sont tétanisés par les conséquences que pourraient avoir une telle mesure sur l'opinion française mais quand on se dit être un rempart contre l'extrême droite, on agit dans ce sens", estime Marilyne Poulain.